



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE - DIGNITE – TRAVAIL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DU PLAN ET
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

DIRECTION DE CABINET

UNITE DE GESTION DU PROJET DE CAPITAL HUMAIN ET
D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES « MAÏNGO »



PROJET MAÏNGO : FAITS ESSENTIELS

Période : Janvier – Décembre 2025

INTRODUCTION

Le projet du Capital Humain et d'Autonomisation des Femmes et des Filles « Maïngo » est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement et la Banque Mondiale. Il a pour objectif d'améliorer l'accès aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités d'emploi pour favoriser l'autonomisation des femmes et des adolescentes dans les zones ciblées de la République centrafricaine.

Il est articulé autour de quatre principales composantes à savoir :

- **Composante 1** : Créer des espaces sûrs pour les filles et des clubs pour les garçons pour dispenser des programmes communautaires intégrés ;
- **Composante 2** : Accroître l'accès aux systèmes qui améliorent la santé, l'éducation et les opportunités d'emploi des femmes et des filles ;
- **Composante 3** : Renforcement des capacités nationales, lancement des campagnes de communication pour l'autonomisation des femmes et des filles et gestion du projet ;
- **Composante 4** : Intervention d'Urgence Conditionnelle.

Composante 1 : Créer des espaces sûrs pour les filles et des clubs pour les garçons



Session d'animation à l'espace sûr du Grand Bangui / Maïngo

La composante 1 du projet vise à créer des espaces sûrs et des clubs pour offrir des programmes communautaires intégrés. L'objectif est d'accroître l'accès aux programmes communautaires intégrés qui favorisent l'autonomisation des femmes et des filles, générer une demande pour les services de santé essentiels, changer les normes sociales qui constituent un obstacle à l'autonomisation des femmes et des filles au sein des communautés, avec un accent particulier sur l'alphabétisation, les compétences de vie, le Genre et droits humains, la prévention du mariage des enfants, des grossesses précoces, des Mutilations Génitales Féminines et renforcer le capital social au sein des communautés. Ainsi, en 2025 :

- L'UGP Maïngo a prolongé son partenariat avec le Groupement CPADES – Kode Ti Kwa pour la mise à l'échelle des activités de la Composante 1 dans les communes de Birbo et Begoua, les préfectures de la Kempe, Ouaka, Nana-Gribizi, Mambéré Kadei, Mambéré, L'Ouham Pendé et Lim-Pendé ;
- Le Groupement CPADES – Kode Ti Kwa a recruté six (06) ONG locales pour accompagner la mise en œuvre des activités de la Composante 1 dans la phase de la mise à l'échelle ;
- 84 experts principaux des ONG ou consortium d'ONG locales ont été recrutés et formés sur l'ingénierie de mise en œuvre du projet et les procédures administratives du groupement ;
- 102 nouveaux villages/quartiers ont été identifiés et validés par les communautés bénéficiaires pour abriter les espaces sûrs et club, respectant les critères standard de village/quartier "Espace Sûr" et club ;

- **90** coachs ont été recrutés pour accompagner la mise à disposition et le suivi des subventions aux ressortissants des espaces sûrs et club de la phase 1 du projet.

Composante 2 : Accroître l'accès aux systèmes qui améliorent la santé, l'éducation et les opportunités d'emploi des femmes et des filles

21 : Élargir l'accès au système de santé grâce aux Agents de Santé Communautaire

Elle vise à soutenir la conception et le déploiement de la stratégie de santé communautaire, à générer une demande et accroître l'accès à la planification familiale et aux services de santé essentiels dans les communautés ciblées. Renforcer l'orientation des populations ayant besoin de soins vers les établissements de santé, et accroître le dépistage des survivants de VBG et leur orientation vers des services multidisciplinaires de VBG. Ci-dessous les activités réalisées :

- Appui au District sanitaire de Birbo dans la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Engagement Communautaire pour la Santé et le Bien-être du Ministère de la Santé auprès des communautés dans **150** villages/Quartiers à travers **304** Agents de santé Communautaires et **150** Leaders communautaires ;
- Appui au déparasitage à l'Albendazole de **200 000** enfants de 12 à 59 mois dans les zones de la Phase 3 du Projet ;
- Acquisition de **03** moyens roulants (motos+casques) et **17** kits informatiques (ordinateur neuf + modem de connexion) dans le cadre de l'appui à la supervision et à la digitalisation des données de l'engagement communautaire ;
- Distributions de **18 000** serviettes hygiéniques et de **10 000** dépliants aux formations sanitaires des zones de la Phase 1 du Projet pour une bonne gestion des lochies chez les femmes en post-partum ;
- Extension en cours de **150** Agents de Santé Communautaire ainsi que **75** Leaders communautaires dans **75** villages/Quartiers de la commune de Birbo 3, dans le District Sanitaire de Birbo pour la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Engagement Communautaire pour la Santé et le Bien-être des communautés.

22 Faciliter l'accès et le maintien des filles à l'école

Cette sous-composante utilise une approche globale et holistique pour éliminer les principaux obstacles à l'éducation

des filles en RCA Elle finance : le programme « *Rendre les écoles accessibles aux filles* » (PREAAF) pour réduire les barrières financières, et le programme « *Rendre les écoles amies des filles* » (PREADF) pour rendre l'environnement scolaire mieux adapté aux besoins spécifiques des adolescentes. Le PREAAF et le PREADF ont été mis en œuvre ensemble dans 98 écoles primaires et 54 écoles secondaires publiques de toutes les zones d'intervention du projet.



Élèves du lycée moderne de Sibut ayant bénéficié des bourses et kits de dignité / M'inga

Au total, **23 517** élèves filles des classes de 6ème en 3ème de cinq (05) lycées / CEG des préfectures du Grand Bangui, de la Kemo, Nana-Gribizi, Ouaka, Ouham Pende, Lim Pende, Mambere Kadeï, Mambere, Ouham Ouham Fafa, Baringui Bangoran et Vakaga, ont perçu chacune une bourse scolaire d'un montant de **50 000** F CFA au titre de l'année scolaire 2024 – 2025.

Voici les répartitions par préfecture :

- **9 944** élèves des lycées / CEG du Grand Bangui ;
- **2 926** élèves filles des lycées / CEG de la Kemo ;
- **1 137** élèves filles des lycées / CEG de la Nana Gribizi ;
- **3 813** élèves filles des lycées / CEG de la Ouaka ;
- **1 342** élèves filles des lycées / CEG de Lim Pende ;
- **289** élèves filles des lycées / CEG de l'Ouham Pende ;
- **677** élèves filles des lycées / CEG de Mambéré Kadeï ;
- **300** élèves filles des lycées / CEG de la Mambere ;
- **928** élèves filles des lycées / CEG de l'Ouham ;
- **1 351** élèves filles des lycées / CEG de l'Ouham Fafa ;
- **810** élèves filles des lycées / CEG de Baringui Bangoran ;
- **52** COGEDES (Comité de Gestion des Etablissements Scolaires) et **52** AME (Association des Mères éducatrices) mis en place dans les zones de la phase 1 ont poursuivi la mise en œuvre du programme « *Rendre l'Ecole Amie des Filles* » ;
- **500** filles des établissements du F2 ont reçu des kits de dignité dans le cadre de la mise en œuvre du PREAAF ;

- Dans les préfectures de la phase 1, des tables banc ont été confectionnés et remis aux établissements bénéficiaires du projet par les AME et COGEDES pour permettre aux élèves d'étudier dans de bonnes conditions. Dans certains établissements, les COGEDES et AME ont mis en œuvre des activités génératrices de revenus pour pérenniser leurs subventions, notamment l'agriculture, l'élevage et autres petits commerces.



Champ cultivé par les AME pour pérenniser les subventions reçues / M'bingo



CFPA de Sibut réhabilité par le projet M'bingo

Composante 3: Renforcement des capacités nationales, lancement des campagnes de communication pour l'autonomisation des femmes et des filles et gestion du projet

3.1. Renforcement des capacités nationales pour coordonner et planifier les investissements en capital humain

Cette sous-composante vise à établir un Observatoire National du Capital Humain pour coordonner et planifier les investissements sectoriels dans le capital humain et renforcer les capacités des institutions gouvernementales en RCA. Ainsi en 2025 :

- Le plan d'action, le règlement intérieur ainsi que le projet de décret de l'extension de l'Observatoire National de la Parité à l'Observatoire National de la Parité et du Capital Humain sont élaborés et validés par les parties prenantes. L'UGP attend la signature du décret pour lancer les activités.

3.2. Campagne de communication en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles

La sous-composante 3.2 finance une campagne de communication au niveau national qui prône l'autonomisation des femmes et des filles. Les thématiques abordées portent sur l'accès et le maintien des filles à l'école, l'accès des filles /femmes aux soins de santé et aux opportunités économiques et la lutte contre les VBGs.



2.3. Fournir grâce aux CFPA des Opportunités de Formation et des Perspectives Économiques aux Jeunes Déscolarisés

Cette sous-composante utilise une approche globale et intégrée pour fournir une formation professionnelle et des moyens de subsistance viables aux jeunes non scolarisés âgés de 12 à 24 ans, l'accent étant principalement mis sur les filles. Plus précisément, le projet financera : des programmes de formation professionnelle ciblés fondés sur une analyse approfondie des secteurs économiques nationaux et locaux et de la demande du marché, la fourniture d'un ensemble complet de services d'inclusion productive pour promouvoir l'emploi des jeunes, et la rénovation et la réhabilitation de six CFPA et la mise en place de comités de gestion. Ainsi :

- Les travaux de réhabilitation des trois (3) CFPA de Sibut et Bambari sont en cours de finalisation, les travaux de CFPA de Bangui est en cours à 75% d'exécution ;
- 17 filières de formations ont été identifiées ;
- Le processus d'achat des équipements pour les six CFPA est en cours ;
- Les référentiels et les modules de formation sont élaborés et disponibles ;
- 120 formateurs des CFPA ont été identifiés et formés dont 20 formateurs par CFPA en fonction des 17 filières retenues.

Pour l'année 2025 :

- Plus de **3 000** personnes (élèves, parents d'élèves, corps enseignants, membres de COGEDES et AME) ont été sensibilisées à l'utilisation des bourses et subventions, l'accès et le maintien des filles à l'école ;
- Plus de **1 000** personnes (élèves, parents d'élèves, corps enseignants, membres de COGEDES et AME représentants des Ministères clés) ont été mobilisées pour le lancement du paiement des bourses scolaires ;
- Plus de **300** représentants des organisations de la société civile, des leaders communautaires et religieux de Bangui, Imbo et Begoua ont été sensibilisés sur le projet, la situation de l'autonomisation des femmes et des filles et les actions à mener pour faire face aux barrières
- Plus de **20 000** personnes touchées à travers les séances d'échanges, dialogues communautaires, causeries éducatives, visites à domicile et sensibilisation de masse sur l'importance pour les femmes et les filles d'accéder à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités économiques. Ces activités de sensibilisation sont menées par les relais communautaires recrutés et formés par le projet avec l'appui du Ministère de la Promotion du Genre ;
- Un partenariat a été signé avec les media locaux (presse écrite / online, presse audiovisuelle) pour diffuser / publier des contenus sur le projet ;
- Des spots, émissions radio/TV, sur l'accès des femmes et des filles à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités économiques ont été produits et diffusés dans les media partenaires du projet.



Echanges à domicile sur l'autonomisation des femmes et des filles, organisé par les relais communautaires/Communication Maïngo

Les bénéficiaires du projet Maïngo

Les principaux bénéficiaires directs du projet sont les filles et les jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans. Chaque intervention financée par le projet bénéficiera aux

jeunes femmes de cette tranche d'âge.

Les bénéficiaires secondaires sont les jeunes hommes, ainsi que toutes les femmes en âge de procréer et leurs enfants. Les jeunes hommes jouent un rôle clé dans l'autonomisation des femmes et des filles en tant que défenseurs et acteurs du changement et bénéficieront directement et indirectement des activités du projet.

Ciblage géographique

Huit préfectures (sur 16) et le Grand Bangui ont été identifiées comme prioritaires pour le Projet Maïngo : Bangui et ses zones urbaines, Kémo, Nana-Gribizi et Ouaka, Mambéré-Kadeï et Ouham-Pende, Bamingui-Bangoran, Ouham et Vakaga.

La sélection était basée sur deux critères :

La convergence des projets existants de la Banque Mondiale dans le domaine de la santé et de l'éducation ;

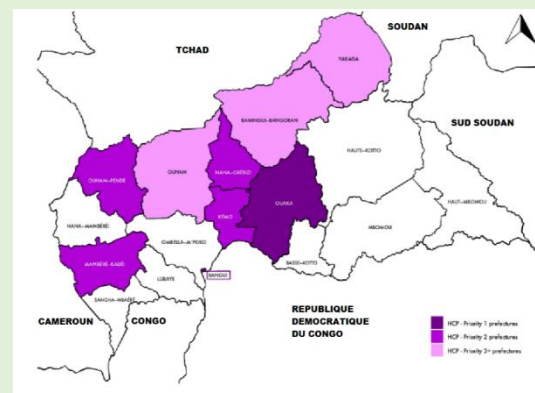
Les besoins stratégiques et pratiques des filles et des femmes centrafricaines.

Les préfectures sont classées en trois (03) phases de mise en œuvre en fonction de l'endroit où le Projet Maïngo peut commencer à avoir l'impact le plus immédiat pour les femmes et les filles

La 1^{ère} phase se concentre sur le Grand-Bangui, Kémo, Nana-Gribizi et Ouaka.

La 2^{ème} phase comprend Mambere-Kadeï et Ouham-Pende.

La 3^{ème} phase couvre Bamingui-Bangoran, Ouham et Vakaga.



Carte des zones d'intervention du Projet Maïngo

UNITE DE GESTION DU PROJET MAÏNGO

Tel : +236 72 27 54 95

75 74 96 49

E-mail : pchaffmaingo22@gmail.com

Facebook : <https://www.facebook.com/profile>

Compte X : <https://twitter.com/ProjetMaïngo>

Site Web : <https://www.projetmaingo.org/>